



ASSOCIATION HANDI-ESPOIR
Pôle Odyssée, 16 rue Joseph Monnier
85220 COËX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

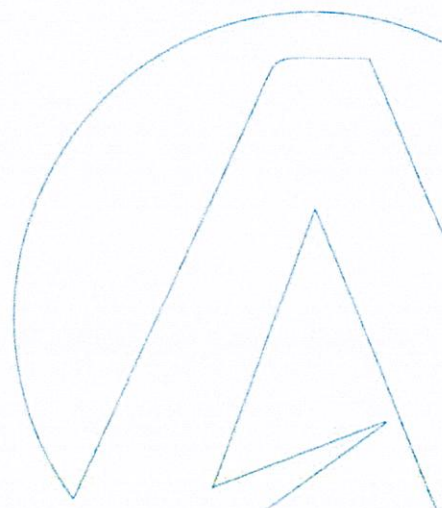
sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024

présenté à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 24 JUIN 2025

5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282
85007 **LA ROCHE-SUR-YON CEDEX**
02 51 37 07 78
adeciaaudit@adecia.fr

SARL ADECIA AUDIT au capital de 240 408 € | SARL de Commissaires aux comptes | Membre de la Compagnie
Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique | RCS LA ROCHE-SUR-YON 418 908 927 | TVA
intracommunautaire FR 31 418 908 927





HANDI-ESPOIR

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

A l'Assemblée Générale de l'Association HANDI-ESPOIR,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **HANDI-ESPOIR** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

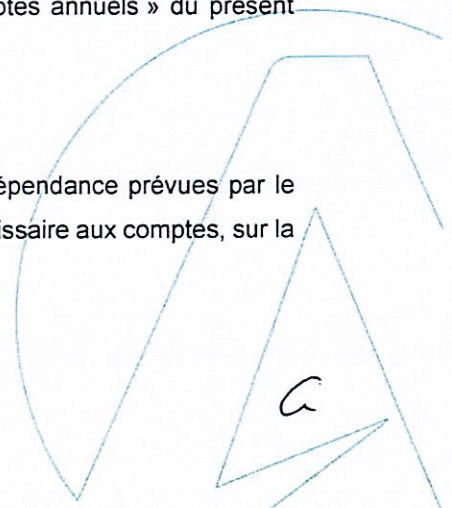
Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



INCERTITUDE SIGNIFICATIVE LIÉE À LA CONTINUITE D'EXPLOITATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels qui expose les mesures mises en œuvre sur le nouvel exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2025 par l'Association afin d'assurer le maintien du principe de continuité d'exploitation.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

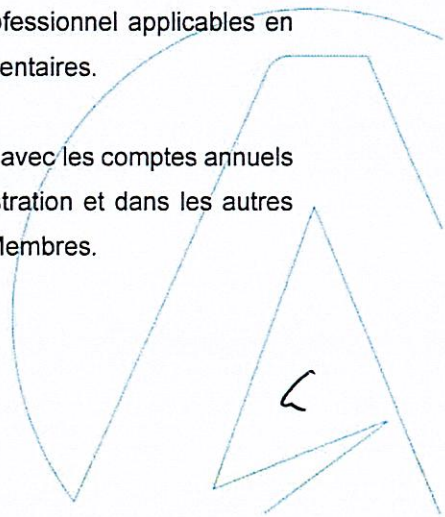
La partie « 4. Informations relatives du bilan » et plus précisément les notes 4.1.1 et 4.1.2 de l'annexe aux comptes annuels relatives aux immobilisations incorporelles et corporelles, expose les règles et méthodes comptables applicables à l'évaluation du coût d'entrée des immobilisations et à leurs modalités d'amortissement.

Nous nous sommes assurés de la pertinence des approches mises en œuvre par l'association sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.



RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultats d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

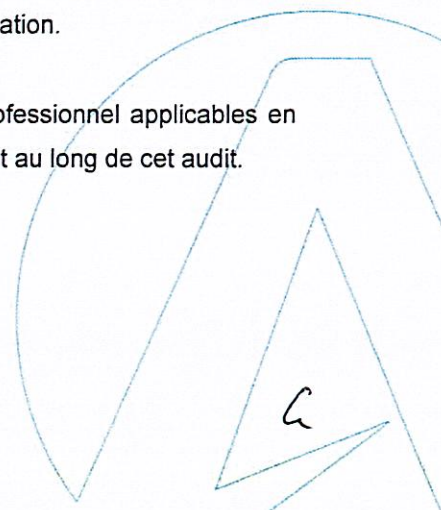
Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon,

Le 9 juin 2025

Pour **ADECIA AUDIT**

LABBE Guillaume


Commissaire aux Comptes

Handi Espoir

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement	1 706	1 706		518
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	81 329	73 342	7 987	11 079
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	83 035	75 048	7 987	11 598
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	1 181 539	231 918	949 620	960 348
Actif circulant	Constructions	18 946 685	10 800 404	8 146 280	8 657 181
	Inst.techniques, mat.out.industriels	4 107 261	3 104 491	1 002 770	1 185 800
	Immobilisations corporelles en cours	38 054		38 054	43 505
	Avances et acomptes	222		222	
	TOTAL	24 273 762	14 136 814	10 136 948	10 846 835
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	124 617		124 617	124 305
	Prêts				
	Autres	5 035		5 035	5 162
	TOTAL	129 653		129 653	129 467
	Total I	24 486 451	14 211 863	10 274 588	10 987 901
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 638 819	1 493	1 637 326	1 471 411
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	366 673		366 673	269 724
	TOTAL	2 005 492	1 493	2 003 999	1 741 135
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 622 527		1 622 527	1 559 403
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	29 322		29 322	41 946
	Total II	3 657 342	1 493	3 655 848	3 342 484
Renvois	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	28 143 794	14 213 356	13 930 437	14 330 386
(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	683 850	683 850
	Fonds propres complémentaires	152 591	152 591
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	48 210	48 210
	Réserves pour projet de l'entité	1 486 090	1 486 090
	Autres		
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 486 090</i>	<i>1 486 090</i>
	Report à nouveau	-1 770 365	-1 179 898
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-1 870 615</i>	<i>-1 482 352</i>
Autres fonds propres	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-480 568	-614 489
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-362 973</i>	<i>-412 285</i>
	Situation nette (sous-total)	119 808	576 355
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	129 011	129 011
	Provisions réglementées	189 783	189 783
	Total I	438 603	895 150
	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total I bis		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	120 024	160 024
Provisions	Total II	120 024	160 024
	Provisions pour risques	24 000	
	Provisions pour charges	65 841	65 841
	Total III	89 841	65 841
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	9 661 920	10 387 506
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	35 074	32 485
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	429 309	484 130
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 901 813	1 119 051
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	247 323	216 512
	Instruments de trésorerie		
Renvois	Produits constatés d'avance	1 006 526	969 683
	Total IV	13 281 967	13 209 369
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		13 930 437	14 330 386
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			64 516
(2) Dont emprunts participatifs			

Handi Espoir

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	360 051	348 685
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	350 502	344 699
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	13 012 596	12 227 383
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	12 364 003	12 227 383
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	65 459	21 188
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	40 000	24 292
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	153 023	113 291
	Utilisations des fonds dédiés		12 166
	Autres produits	25 788	32 643
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		13 656 919	12 779 652
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	2 832 923	3 152 332
	Aides financières	45 070	11 146
	Impôts, taxes et versements assimilés	784 605	684 030
	Salaires et traitements	6 456 614	5 797 636
	Charges sociales	2 680 207	2 306 682
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	967 486	965 589
	Dotations aux provisions	1 493	21 647
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	101 983	64 950
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		13 870 384	13 004 017
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-213 464	-224 364

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	19 923	8 250
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	19 923	8 250
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	362 005	352 049
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	362 005	352 049
	2. Résultat financier (III-IV)	-342 081	-343 798
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	-555 546	-568 163
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	134 333	23 713
	Sur opérations en capital	1 050	13 240
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	135 383	36 953
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	36 406	69 936
	Sur opérations en capital		13 343
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	24 000	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	60 406	83 279
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	74 977	-46 326
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII		
	Total des produits (I + III + V)	13 812 227	12 824 856
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	14 292 796	13 439 345
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	-480 568	-614 489
	<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-362 973</i>	<i>-412 285</i>
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	Total		
Charges des contributions volontaires en nature			
	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	Total		

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2024

ASS Handi Espoir

6

1 Description de l'activité

1.1 Objet social

L'association Handi Espoir a pour but de venir en aide aux personnes handicapées et à leurs familles. A cette fin, son objet est d'assurer l'accueil des personnes handicapées et celui de leurs familles, d'améliorer par tous moyens leurs conditions d'existence, de développer tout programmes favorables à leur épanouissement et au respect de leur dignité.

1.2 Nature et périmètre des activités réalisées

Les activités de l'association s'articulent autour de 4 établissements sous gestion contrôlée :

- **E.A.M Colibiri** : places d'accueil et d'accompagnement médicalisées et non médicalisées, en hébergement complet et temporaire (Val Fleuri à Coëx et Vent d'Espoir à Notre-Dame de Monts), en milieu ordinaire (SAVS-SAMSAH), ainsi qu'en famille d'accueil agréée ;
- **E.A.N.M Ravanela** : places d'accueil avec hébergement sur 4 résidences (PHR à la Roche-sur-Yon et Talmont Saint-Hilaire), et accueil de jour non médicalisé (Coëx, Luçon, Mouilleron le Captif, Les Sables d'Olonne et Notre-Dame de Monts) ;
- **E.A.M Le Boitissandeau** : places médicalisées et non médicalisées, en hébergement complet et temporaire (Le Boitissandeau aux Herbiers) ;
- **Résidence Autonomie Le Boitissandeau** : places en hébergement complet et temporaire pour personnes âgées.

L'organisme gestionnaire est partie prenante et anime les différentes activités sous gestion contrôlée.

1.3 Description des moyens mis en œuvre

L'association s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire de professionnels et prestataires extérieurs pour réaliser les activités décrites au paragraphe ci-dessus.

2 Faits caractéristiques

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'association constate que le contexte économique et sectoriel en tension a un impact significatif sur la situation financière, le patrimoine et le résultat de l'entité, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

En raison de la nature de son activité, l'association est confrontée à une hausse de ses coûts non compensés dans leur intégralité par les financements perçus (revalorisations salariales, inflation sur les postes d'énergie, d'hébergement et de repas, ...).

L'association a sollicité des reports d'échéances de charges sociales pour un montant de 596 887€ au 31/12/2024 (échéances de juillet à septembre 2024). Un plan d'échelonnement de ces dettes sociales a été conclu avec les organismes sociaux. Par ailleurs, un report du remboursement en capital des échéances d'emprunt est en cours de négociation avec les organismes bancaires sur l'exercice 2025. Enfin, l'association est en cours de construction sur l'exercice 2025 d'un plan de retour à l'équilibre, en partenariat avec ses financeurs (Conseil Départemental 85 et ARS).

2.2 Evénements post clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu post clôture.

L

3 Principes, règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04, et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4 Informations relatives au bilan

4.1 Actif

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	83 036	-	-	-	83 036
Immobilisations corporelles	Terrains	1179 123	2 417	-	-	1181 539
	Constructions	18 845 943	100 742	-	-	18 946 686
	Install. Tech., mat., outillage	1 430 812	71 068	8 563	-	1 493 317
	Install. générales, ag. Am. divers	395 684	16 030	-	-	411 714
	Matériel de transport	1 186 906	33 712	-	-	1 220 618
	Mat bur., informatique, mobilier	966 949	14 663	-	-	981 612
	Immo. Corp. En cours	43 506	76 981	82 433	-	38 054
	Avances et acomptes	-	222	-	-	222
	Total III	24 048 922	315 837	90 996	-	24 273 763
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	124 306	312	-	-	124 617
	Prêts et autres immo. financières	5 162	350	476	-	5 036
	Total IV	129 468	662	476	-	129 653
Total général		24 261 426	316 498	91 472	-	24 486 452

L

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles éligibles.

Seuls les immeubles possédés par l'association ont été décomposés, les autres immobilisations ne comprenant pas de composants significatifs. Il convient d'indiquer que les durées d'amortissement retenues à l'origine pour les immobilisations correspondent à la durée réelle de leur utilisation.

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'achat (hors frais accessoires). Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

La décomposition de l'immeuble acquis a été faite suivant les indications de l'avis n°2004-11 du 23 juin 2004 du CNC relatif aux modalités d'application par composants résultant du règlement n°2002-10 dans les organismes de logement social. Les durées d'amortissement retenues sont celles préconisées par ce même avis. Les immeubles construits par l'association ont fait l'objet d'une analyse du coût de revient par corps d'état, les frais communs étant imputés au prorata.

Il n'est pas pris en compte de valeur résiduelle pour les immeubles décomposés.

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue.

Nature des immobilisations	Mode	Durée
Aménagements et agencements terrains	Linéaire	10 à 32 ans
Constructions	Linéaire	5 à 32 ans
Installations générales et agencements	Linéaire	5 à 20 ans
Installations techniques, matériel et outillages	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 10 ans

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	71 438	3 611	-	75 049
Amortissements corporelles	Terrains	218 774	13 144	-	231 919
	Constructions	10 188 762	611 643	-	10 800 405
	Install. Tech., mat., outillage	916 426	126 325	8 563	1 034 187
	Install. générales, ag. Am. divers	215 085	34 687	-	249 772
	Matériel de transport	932 761	94 200	-	1 026 961
	Mat bur., informatique, mobilier	730 279	63 292	-	793 571
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		13 202 087	943 291	8 563	14 136 815
Total général		13 273 525	946 902	8 563	14 211 863

4.1.3 Actif circulant

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances usagers et comptes rattachés	1 638 819	1 638 819	
Fournisseurs débiteurs	19 045	19 045	
Personnel et comptes rattachés	1 300	1 300	
Produits à recevoir – Divers	82 333	82 333	
Produits à recevoir – Organismes sociaux	163 339	163 339	
Produits à recevoir – Département	38 861	38 861	
Subvention à recevoir – Etat	12 033	12 033	
Autres	49 761	49 761	
Charges constatées d'avance	29 322	29 322	
TOTAL	2 034 814	2 034 814	

4.1.4 Produits à recevoir

Produits à recevoir	2024
Factures à établir	244 900
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	163 339
Etat et autres collectivités publiques	12 033
Créance département	38 861
Divers	82 333
TOTAL	541 466

4.1.5 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont liées à l'exploitation. Au 31 décembre 2024, elles s'élèvent à 29 322 €.

4.2 Passif

4.2.1 Fonds associatifs

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	836 442	-	-	-	836 442
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Réserves	1 534 302	-	-	-	1 534 302
Dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée	1 486 090	-	-	-	1 486 090
Report à nouveau	- 1 179 898	-614 489	24 022		- 1 770 365
Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée	- 1 482 352	- 412 285	24 022		- 1 870 615
Excédent ou déficit de l'exercice	- 614 489	614 489	- 480 568	-	- 480 568
Dont résultat des activités SMS sous gestion contrôlée	- 412 285	412 285	-362 973	-	- 362 973
Situation nette	576 357	-	-456 546	-	119 808
Subventions d'investissement	129 011	-	-		129 011
Provisions règlementées	189 783	-	-	-	189 783
Total	895 151	-	- 456 546	-	438 603

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent une provision pour réserve de trésorerie de 103 786 € et des provisions pour plus-values nettes d'actif de 85 998 €.

La notification tarifaire 2024 du Conseil Départemental prévoit une reprise de 127 397 € sur les produits de tarification versés sur l'exercice. Ce montant correspond au reversement d'un excédent de l'exercice 2020 réalisé par l'établissement Vent d'Espoir. Comptablement, il est imputé sur le report à nouveau en instance d'affectation constaté avant la fusion de ce même établissement.

4.2.2 Provisions

Une provision pour risques et charges est constituée lorsqu'une charge ou une perte future nettement précisée, est rendue probable par des événements survenus en cours d'exercice ou à la date de clôture des comptes sociaux.

Provisions	31/12/2023	+	-	31/12/2024
Provisions pour charges	65 841	-	-	65 841
Autres provisions pour risques	-	24 000	-	24 000
TOTAL	65 841			89 841

En 2010, PHINEAS a obtenu une somme au démarrage de 10 K€ par l'ARS. Conformément à leur demande, celle-ci a été inscrite en provision et est destinée à financer la gestion et le développement de PHINEAS.

Cette provision est reprise chaque année en fonction des dépenses engagées par PHINEAS.

Un crédit non reconductible a été accordé par l'ARS et affecté en provision des dépenses pour la structure (Groupe III) soit 50 K€. Cette provision présente au 31 décembre 2019 est maintenue au 31 décembre 2023.

La provision pour charges comptabilisée au 31 décembre 2023, soit 66 K€, se détaille ainsi :

- Crédits non reconductibles accordés par l'ARS et affectés en provision des dépenses pour la structure (groupe III)	60 K€
- Provision ancienneté	9 K€
- Reprise de provision Activité PHINEAS 2019	<u>- 3 K€</u>
	66 K€

La provision pour risque de 24K€ comptabilisée au 31/12/2024, est liée à un litige avec un fournisseur.

4.2.3 Fonds dédiés

Fonds dédiés	31/12/2023	Reports	Utilisation	31/12/2024	
				Montant global	Dont projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification					
Contributions financières autres					
Projet établissement Le Boistissandeau	88 469			88 469	88 469
Travaux PHR	51 932		40 000	11 932	11 932
Travaux Les Cerisiers	19 623			19 623	19 623
Total	160 024	—	40 000	120 024	120 024

4.2.4 Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie. Notre entité a choisi :

De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan.

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Subventions d'investissement				
Montant nominal	143 104			143 104
Quotes-parts virées au résultat	14 092			14 092
Montant net en fonds propres	129 011			129 011

4.2.5 Etat des dettes

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	9 661 920	679 736	2 608 986	6 373 198
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		35 075	35 075		
Fournisseurs et comptes rattachés		429 309	429 309		
Dettes fiscales et sociales		1 901 813	1 901 813	284 539	
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		247 323	247 323		
Produits constatés d'avance		1 006 526	1 006 526		
TOTAL			4 015 243	2 893 525	6 373 198

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	661 471

4.2.6 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts dettes - Etablissements de crédit	26 389
Factures non parvenues	136 863
Avoirs à établir	40 596
Personnel et comptes rattachés	506 218
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	277 809
Etat et autres collectivités publiques	3 249
Divers	47 608
TOTAL	1 038 732

4.2.7 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont liés à l'exploitation. Ils correspondent principalement aux ressources usagers, APL et prix de journée autres départements à régulariser sur la dotation globale de l'année suivante. Au 31 décembre 2024, ils s'élèvent à 1 006 526 €.

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Ventilation des produits d'exploitation

Produits d'exploitation	2024	2023
Dotation globale CD85	6 918 364	6 763 408
Prix de journée	1 978 525	1 762 201
Dotation globale ARS	1 959 613	1 904 112
Forfait hébergement PA	396 617	192 351
Participations usagers	1 162 317	1 072 822
APL usagers	316 002	297 283
CNR ARS	42 409	118 190
CNR CD85	103 861	60 830
Subventions d'exploitation	134 887	56 186
Concours publics et subventions d'exploitation	13 012 596	12 227 383
Repas	104 062	100 984
Participations usagers PHR	240 630	228 169
Produits autres	4 906	3 750
Produits association gestionnaire	10 453	15 783
Ventes de prestations de service	360 051	348 686
Reprises sur provisions et amortissements	21 647	-
Transferts de charges	131 376	113 292
Reprises sur amort. et transferts de charges	153 023	113 292
Dons, Mécénat	65 459	21 188
Legs		24 292
Dons, Mécénat, Legs	105 459	45 480
Autres produits de gestion courante	25 484	32 643
Produits sur exercices antérieurs	304	-
Produits sur cessions d'actifs	-	-
Autres produits	25 788	32 643
Utilisations de fonds dédiés	40 000	12 166
TOTAL	13 656 919	12 779 652

L

5.2 Résultat regroupement

Résultat regroupement	2024	2023
Val Fleuri	- 177 083	- 202 073
Vent d'Espoir	270 696	224 981
Le Boitissandeau	- 67 563	- 190 636
SAVS - SAMSAH	- 16 977	- 30 546
Accueils de jour	- 53 258	- 49 056
Accueil Familial	- 57 470	- 151 548
Pôle Habitat Résidences	- 318 786	- 166 973
Association Handi Espoir	11 419	32 189
SAAD	- 71 545	- 82 845
Siège Handi Espoir	-	-
Consolidé Handi Espoir	-	2 018
TOTAL	- 480 568	- 614 489

5.3 Résultat financier

Le résultat financier de l'exercice 2024 est de - 342 081 €. Il est composé des produits des placements (19 923 €) et des intérêts d'emprunts (362 005 €).

5.4 Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel	2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	134 333
Produits des éléments d'actif cédés	1 050
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	- 36 406
Dotations aux provisions pour risques	-24 000
TOTAL	74 977

C

6 Autres informations

6.1 Engagements financiers hors bilan

Engagements	31/12/2024
Caution solidaire à hauteur de 1/3 de l'emprunt GCSMS Notre Dame de Monts d'un montant total de 560 000 €	194 926
Caution solidaire à hauteur de 1/3 d'un emprunt GCSMS Notre Dame De Monts d'un montant total de 380 000€	122 132
Engagements donnés	317 058
Garanties	9 021 422
Engagements reçus	9 021 422

Les engagements reçus proviennent du Conseil Général de la Vendée, de la communauté de communes d'Atlancia, des communes d'Aizenay, de Coëx et du Château d'Olonne pour la souscription de certains emprunts auprès d'établissements de crédit.

6.2 Engagements pris en matière de retraite

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
I.D.R.	-	127 820	-

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés, au titre de l'indemnité de départ à la retraite, s'élève à 127 820 €. Cet engagement a été déterminé à partir des paramètres suivants :

- Age de départ à la retraite : 64 ans ;
- Taux d'actualisation 3,42 % ;
- Taux de progression des salaires : 1 % par an ;
- Table de mortalité 2018-2020 ;
- Taux de turnover : moyen ;
- Taux de charges sociales : 40 % pour les cadres et 32 % pour les non-cadres.

6.3 Effectifs

Effectifs	2024
ETP	197
TOTAL	197

6.4 Rémunération des dirigeants

Les membres du Conseil d'administration ne sont pas rémunérés.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-589 du 23 mai 2006, les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 Euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 Euros doivent publier chaque année dans le compte financier, les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Pour l'exercice 2024, cette information n'est pas communiquée car cela reviendrait à donner les rémunérations individuelles de la direction de l'association.

6.5 Contributions volontaires en nature

Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Nature de la charge	Montant N-1	Montant N	Total
Mise à disposition gratuite de locaux			
Valorisation du bénévolat			
Nature du produit	Montant N-1	Montant N	Total
Mise à disposition gratuite de locaux			
Valorisation du bénévolat			

Concernant le bénévolat, il est représenté par les temps passés des élus dans les instances de l'association.

Concernant l'année 2024, il n'a pas été possible d'identifier de manière exhaustive les détails des heures réalisées par les bénévoles. Ces contributions ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

4